

Depuis la fin des années 1990, le développement des travaux en sciences sociales sur la sexualité dans l'espace francophone s'est accéléré, comme en témoigne la parution régulière de numéros de revue sur le sujet<sup>1</sup> — sans commune mesure néanmoins avec ce qu'il se passe outre-Atlantique, où l'institutionnalisation des « *sexualities studies* » demeure bien plus importante. En 2001, *terrains & travaux* consacrait ainsi son deuxième numéro aux « Sexualités déviantes / sexualités militantes ». Les coordinateurs du numéro notaient que la thématique du numéro s'était « naturellement imposée », et que la légitimité de l'enquête en sciences sociales sur la sexualité n'était plus à discuter. Ces dernières années, les travaux en sciences sociales portant sur la sexualité se sont multipliés et le milieu académique leur est de plus en plus favorable, notamment à travers la place croissante faite à cet objet par les laboratoires de sciences sociales, l'augmentation du nombre d'articles, de numéros spéciaux de revues et de livres, mais aussi les nombreuses conférences qui y sont consacrées.

En s'intéressant aux « perversions », à l'homosexualité ou à la prostitution, les recherches sur la sexualité ont très tôt placé les normes et les déviations au cœur de leurs questionnements. Peu à peu — notamment en raison d'impératifs de santé publique nécessitant de mieux connaître les comportements sexuels — ces études se sont institutionnalisées, et ont progressivement intégré une perspective de genre. Ce contexte d'émergence des travaux sur la sexualité façonne la manière dont elle est appréhendée. C'est en effet bien plus récemment que des pratiques « ordinaires » (par exemple l'hétérosexualité) ont été reconnues comme des objets scientifiques légitimes et saisis par des méthodes qualitatives et ethnographiques. De nouvelles perspectives de recherche sont apparues, portant par exemple sur le désir et le plaisir, en particulier des femmes, ou encore sur les modalités de la sexualité « en ligne ». Pour le dire autrement, la recherche ne s'intéresse plus uniquement aux « risques » de la sexualité.

Étudier la sexualité en sciences sociales passe aujourd'hui par le terrain, bien loin d'un ensemble de recherches — par exemple certains travaux sur la prostitution ou la pornographie — qui s'en abstenaient sous des prétextes de scientificité et veillaient bien plus à moraliser qu'à observer.

L'objectif de ce dossier thématique de *terrains & travaux* est de réunir des articles permettant de rendre compte des développements actuels du champ. Il s'agit de montrer comment les sciences sociales se saisissent de la sexualité et de quelles manières elles contribuent au développement du savoir sur les sexualités, mais aussi ce que les travaux sur la sexualité font aux sciences sociales — en d'autres termes : de quelles manières les travaux sur la sexualité réinterrogent-ils des concepts, des raisonnements et des sujets phares de ces disciplines ?

---

<sup>1</sup> Outre un numéro de *terrains & travaux* (« Sexualités déviantes / sexualités militantes », n° 2, 2001/1), on peut citer, de façon non exhaustive et au cours des vingt dernières années, différents numéros de revues consacrés à des aspects variés de la thématique : *Actes de la recherche en sciences sociales* (« Sur la sexualité », vol. 128, 1999) ; *Ethnologie française* (« Sexualités négociées », vol. 43, 2013/3) ; *Clio. Femmes, Genre, Histoire* (« Prostituées », n° 17, 2003 ; « Utopies sexuelles », n° 22, 2005 ; « Érotiques », n° 31, 2010 ; « Âge et sexualité », n° 42, 2015) ; *Nouvelles questions féministes* (« La sexualité des femmes : le plaisir contraint », vol. 29, n° 3, 2010 ; « Morales sexuelles », vol. 35, n° 1, 2016), *Politix* (« Politiques sexuelles », n° 107, 2014/3) ou encore, plus récemment, la *Revue française de socio-économie* (« Les économies de la sexualité », n° 25, 2020). La création en 2009 de la revue interdisciplinaire *Genre, sexualité & société* témoigne également de la vivacité de ce champ.

Le numéro réunira des articles empiriques de sciences sociales s'appuyant sur des méthodes tant quantitatives que qualitatives, sans limitation d'aires géographiques ou de périodes historiques. Les articles proposés devront s'inscrire dans au moins l'un des trois axes suivants :

- **Classement**

Ce premier axe vise à interroger les classements scientifiques, professionnels, militants ou profanes dont la sexualité fait l'objet. Si au XIX<sup>e</sup> siècle les « perversions » sexuelles, par exemple, ont fait l'objet de classements médicaux qui, pour certains, perdurent, à l'époque contemporaine prolifèrent sur la sexualité des discours et des catégories parfois contradictoires. Les articles pourront s'intéresser, sans restriction, aux orientations, identités, émotions, représentations ou pratiques sexuelles, tant celles considérées comme ordinaires, voire « banales » que celles qui sont minoritaires et parfois qualifiées de « déviantes ». Il s'agit d'examiner comment les catégories portant sur la sexualité circulent entre les différents espaces sociaux et nationaux, ainsi que les rapports de pouvoir – en particulier, mais pas uniquement, de genre – qui président à ces circulations. Quelles sont les logiques et les limites de ces classements ? Comment expliquer leur succès plus ou moins important ? Comment rendre compte de l'émergence de nouvelles catégories sexuelles (asexualité, polyamour, etc.) ? Comment se fait le passage de la description d'une pratique sexuelle à sa catégorisation scientifique (construction des notions de « première fois », de « violence sexuelle », etc.) ?

- **Socialisation**

L'apport des sciences sociales aux études sur la sexualité inclut la compréhension de la manière dont sont transmises les normes, les valeurs, les représentations et les pratiques qui l'entourent. Cela s'accompagne d'une mise en évidence des instances de socialisation avec lesquelles les individus interagissent et qui sont donc susceptibles de transmettre des dispositions et des capitaux (l'école, la famille, les pairs, les médias, les partenaires, etc.). Qui sont les personnes, les groupes et les sources qui permettent de comprendre ce qui est autorisé, ce qui est interdit ou ce qui procure du plaisir ? Quelle est la place du corps dans ces processus, et quelles modalités concrètes d'incorporation donnent-ils à voir ? Comment se sont-ils modifiés dans le temps ? Et quelles variations peut-on mettre en évidence d'une aire géographique à l'autre ? Il serait intéressant alors de se focaliser sur les temps et les occasions de socialisation et, plus généralement, sur les conditions de socialisation et sur la manière dont est contrôlée l'acquisition de dispositions, en examinant notamment les différentes instances de socialisation (primaire ou secondaire) et les moments de socialisation à la sexualité, qu'ils soient formels ou informels, en face à-face ou en ligne. Une attention toute particulière pourra être portée au genre de la socialisation à la sexualité, mais également aux socialisations secondaires, notamment à l'âge adulte (par exemple après une rupture), ainsi qu'à leurs agents (partenaires, pairs ou encore produits culturels, comme la pornographie).

- **Politisation**

Depuis les années 1970, la contestation, notamment politique, des normes en matière de sexualité (par certaines militantes féministes, les gays, les lesbiennes, les personnes trans, les personnes handicapées, etc.) est un fait marquant de l'histoire de la sexualité. Elle s'est traduite par des changements juridiques, mais aussi des évolutions dans les attitudes et les valeurs en matière de sexualité, qui coïncident avec le développement des travaux en sciences sociales sur la sexualité. Comment les luttes liées à la sexualité s'articulent-elles avec – ou accompagnent-elles – le développement des recherches menées en sciences sociales sur la sexualité ? De quelles manières la recherche, en dénaturant la sexualité et le genre et en dévoilant les normes qui l'entourent, a-t-elle contribué et contribue-t-elle encore aux mobilisations politiques autour de la sexualité ? Quelle est la portée des luttes pour les droits sexuels et pour les droits des « minorités sexuelles » ? Qui sont les acteurs/actrices de ces luttes ? Comment en décrire

les dynamiques et stratégies politiques ? Peuvent-elles être conçues dans le strict cadre de la sexualité ou ont-elles forcément des portées politiques plus générales ?

Les contributions s'appuieront sur des enquêtes empiriques soigneusement documentées, précisant les terrains investigués et les méthodes adoptées (archives, documents, entretiens, observations ethnographiques, questionnaires...). Les articles, de **50 000 signes maximum** (espaces, notes et bibliographie compris), accompagnés d'un **résumé** de 150 mots et de **5 mots-clés** en français et en anglais, devront parvenir sous forme électronique (format Word, cf. indications ci-dessous pour la mise en forme des textes) aux coordinateur·trice·s du numéro avant le **13 septembre 2021** aux adresses suivantes :

- Pierre Brasseur : `brasseurph@gmail.com`
- Milena Jakšić : `milenajaksic@gmail.com`
- Cécile Thomé : `thome.cecile@gmail.com`

Les **consignes relatives à la mise en forme des manuscrits** sont consultables sur le site de la revue : <http://tt.hypotheses.org/consignes-aux-contributeurs/mise-en-forme>

*terrains & travaux* accueille par ailleurs des **articles hors dossier thématique (50 000 signes maximum)**, qui doivent être envoyés à :

- Vincent-Arnaud Chappe : `vincent-arnaud.chappe@ehess.fr`
- Élise Palomares : `elise.palomares@univ-rouen.fr`
- Milena Jakšić : `milenajaksic@gmail.com`

Pour plus de détails, merci de consulter le site de la revue : <http://tt.hypotheses.org>